

Combien coûtera l'électricité nucléaire du futur et quand sera-t-elle disponible? La question est dans toutes les têtes alors que le compte à rebours pour la construction de six nouveaux réacteurs a été enclenché en 2022 par Emmanuel Macron. Le cadre a été posé lors du discours de Belfort : les six unités devaient coûter 51,7 milliards d'euros et le premier devait entrer en production en 2035. La réussite de ce programme est un des piliers du succès de la réindustrialisation française. En effet, une partie de la compétitivité du territoire tiendra à sa capacité à offrir aux entreprises une énergie abondante, bon marché et disponible. Trois conditions que le nucléaire doit remplir pour permettre au pays de rester dans la course.

Las, depuis 2022, l'inflation, les tensions sur les matières premières sur fond de guerre en Ukraine et la hausse des taux d'intérêt se sont invitées dans le paysage. Au Sénat, la commission d'enquête portant sur les prix de l'électricité à l'horizon 2035 puis 2050, enchaîne les auditions depuis la mi-janvier. Sans avoir obtenu de véritable réponse. Lundi, Olivier Houvenagel, directeur de l'économie du système électrique de RTE, y expliquait pourtant que le coût du mégawattheure produit par les futurs projets nucléaires s'établirait entre 60 à 70 euros avec un financement à 4 %, mais à 100 euros du MWh avec un taux à 7 %. Soit une hausse de 42 % à 66 %.

« EDF doit apprendre à tenir ses coûts et son calendrier. Le président de la République a annoncé la réalisation de six nouveaux EPR, EDF doit relever ce défi dans les délais et dans les coûts impartis »

Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie

Lundi soir, *Les Échos* affirmaient que la facture des six nouveaux EPR devrait bondir de 30 % pour passer à 67,4 milliards d'euros, déclenchant une réponse cinglante de Bruno Le Maire par voie de presse. « EDF doit apprendre à tenir ses coûts et son calendrier. Le président de la République a annoncé la réalisation de six nouveaux EPR, EDF doit relever ce défi dans les délais et dans les coûts impartis », a rappelé le ministre de l'Économie dans les colonnes du *Monde*. Le sujet est d'autant plus épineux qu'il s'agirait d'un réajustement en euros constants (2020), ne prenant pas en compte les éventuels intérêts intercalaires. De quoi faire encore grimper la note, qui pourrait flirter avec les 70 milliards.

Soucieux de ne pas se lancer dans la surenchère, EDF fait profil bas. Le discours officiel n'a pas varié d'un iota, qu'il soit tenu par son PDG, Luc Ré-

Retards en vue pour les futurs réacteurs nucléaires français

Elsa Bembaron

Le respect des délais et des budgets est source de tension entre Bercy et EDF, alors qu'un report à 2040 au lieu de 2035 est redouté pour l'achèvement du premier des six EPR2.



Le bâtiment du réacteur de la centrale nucléaire de Flamanville 3, avec un réacteur à eau pressurisé de type EPR.

mont, à l'occasion de la publication des résultats du groupe ou par Xavier Ursat, directeur exécutif groupe en charge notamment de la direction ingénierie et projets nouveau nucléaire, devant le Sénat. Le groupe est en « phase de définition et d'études ». Après les premières estimations, l'heure est « au travail détaillé ». « Nous réestimons les coûts secs, les contrats avec les industriels, les schémas de financement. Une estimation aujourd'hui n'aurait aucun sens. Le tra-

vail va au-delà de l'estimation initiale », expliquait mi-février Luc Rémont, fixant un point d'étape en décembre. Ne rien dire, c'est préserver l'avenir. Tant que ni le financement ni le calendrier n'ont été réévalués, il ne peut y avoir ni retard ni surcoût.

Même si personne ne se fait d'illusion. Pour le patron d'EDF, le simple fait d'évoquer une nouvelle estimation est une façon de prendre ses distances avec les premiers chiffres qui ont été don-

nés. Une façon aussi de préparer les esprits à d'autres ordres de grandeur que ceux initialement posés sur la table. Il faut dire que la méthode a changé. Plutôt que de fixer une enveloppe et des délais très ambitieux, pour ne pas dire inatteignables dès le premier jour, la direction d'EDF cherche à poser un cadre réaliste. Le groupe veut sortir de la spirale infernale des réévaluations de calendriers et de factures qui ont plombé les chantiers des trois EPR, Olkiluoto en

Finlande, Flamanville 3 en Normandie et Hinkley Point C en Grande-Bretagne. Plus personne ne croit en la possibilité de construire un EPR en six ans pour moins de 10 milliards d'euros, comme cela avait été promis pour ces précédents projets.

Plus question non plus pour EDF de mettre la charrue avant les bœufs. Le groupe veut tirer les enseignements du passé. Le premier d'entre eux est de ne pas commencer les travaux avant d'avoir établi les plans détaillés (détail design) des réacteurs à construire. Les trois précédents chantiers ont été marqués par de nombreuses évolutions décidées en cours de construction. Ce sont les plus coûteuses, quelle que soit la nature des travaux et à plus forte raison quand il s'agit de nucléaire. L'électricien réécrit à sa manière la fable du lièvre et de la tortue pour être sûre de franchir la ligne d'arrivée dans les temps.

« Nous réestimons les coûts secs, les contrats avec les industriels, les schémas de financement. Une estimation aujourd'hui n'aurait aucun sens. Le travail va au-delà de l'estimation initiale »

Luc Rémont PDG d'EDF

Même si ce dernier point est lui aussi sujet à caution. « 2035 pour le premier EPR 2 est une date ambitieuse. Les précédents audits ont fixé 2035-2037 pour son démarrage », rappelle Nicolas Goldberg, associé chez Columbus Consulting. Mais plus le début du chantier dérive, plus le point d'arrivée s'éloigne. « Si le premier béton est coulé en 2027, difficile d'imaginer un achèvement du chantier avant 2037. » À peine dix ans pour construire un réacteur nucléaire, c'est très court. La prouesse a certes été réalisée par EDF en Chine, à Taishan, en partenariat avec l'opérateur chinois CGN. Mais les conditions de travail ne sont pas comparables. D'autres redoutent un glissement vers 2040, ce qui risquerait de mettre en tension le système électrique français. Les détracteurs du nucléaire sont d'ailleurs nombreux à pointer les difficultés de chantiers qui ne sont pourtant pas encore sortis des cartons.

La polémique franco-française sur la capacité d'EDF à tenir ses engagements tombe à un très mauvais moment pour le groupe. Mercredi, son PDG accompagnait Emmanuel Macron à Prague, avec en ligne de mire, la construction de réacteurs nucléaires dans le pays. Le français est en concurrence avec le coréen KHNP. EDF est aussi en lice pour emporter des contrats en Pologne et en Slovaquie, pour ne citer que l'Europe de l'Est. Le groupe français a tout intérêt à démontrer sa capacité à tenir des délais pour engranger des contrats à l'étranger et tenir un autre engagement : bénéficier de l'effet de séries lié à la multiplication de projets similaires. ■